Document generated on 05/09/2025 10:57 a.m.

Anthropologie et Sociétés

Réformes de l'économie et changements agraires dans le delta du Fleuve Rouge au Vietnam
Economic Reforms and Agrarian Change in the Red River Delta of Vietnam
Reformas de la economía y cambios agrarios en el delta del río Rojo en Vietnam

Le Thi Van Hue

Volume 32, Number 1-2, 2008

Mondes socialistes et [post]socialistes
Socialist and [Post]Socialist Worlds
Mundos socialistas y (post-)socialistas

URI: https://id.erudit.org/iderudit/018887ar
DOI: https://doi.org/10.7202/018887ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Van Hue, L. T. (2008). Réformes de l'économie et changements agraires dans le delta du Fleuve Rouge au Vietnam. *Anthropologie et Sociétés*, *32*(1-2), 155–172. https://doi.org/10.7202/018887ar

Article abstract

This article explores theories of differentiation. It examines the effects of macro changes on agrarian differentiation in a coastal village in the Red River Delta, Northern Vietnam. It contributes to the debates about agrarian differentiation in post-socialist societies by arguing that changes in macro structures, accentuating income differences, alter the bases et mechanisms of differentiation, as well as the patterns of differentiation in places where the market economy has become more developed et are close to market centers. It suggests that only when attention is paid to local contexts et histories can local-level studies contribute to a better understeting of the causes et consequences of agrarian change.

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

RÉFORMES DE L'ÉCONOMIE ET CHANGEMENTS AGRAIRES DANS LE DELTA DU FLEUVE ROUGE AU VIETNAM

Le Thi Van Hue

Introduction

Les réformes économiques ont débuté au Vietnam en 1986 avec l'élimination du monopole des coopératives dans l'agriculture et la foresterie, l'introduction de droits d'usage de la terre à court terme (jusqu'à 20 ans pour l'agriculture) et l'encouragement à la privatisation et à la libéralisation du marché. Ces réformes ont incroyablement amélioré les conditions de vie au Vietnam et ont été considérées comme l'une des plus grandes *success stories* du développement économique (Ngo 1993 ; ADB *et al*. 2003 : 11).

Dans les campagnes, les conditions de vie se sont, elles aussi, considérablement améliorées. Toutefois, ces réformes, qui avaient enregistré des résultats positifs, ne sont pas encore garanties. En effet, la possession de terres à titre privé, que l'on pensait être la clé vers un plus grand développement, pouvait mener à long terme vers une fragmentation des terres et l'accroissement des différenciations sociales dans les régions rurales (Ngo 1993). Certains chercheurs avancent que l'accroissement des inégalités est lié aux activités non agricoles comme l'aquaculture commerciale dans les plaines du littoral du Nord Vietnam, et particulièrement lorsque la distribution des terres semble avoir été faite de façon relativement équitable (Adger 1999 ; Lutrell 2002 : 11). Cet article étudie les effets des changements dans les macrostructures de l'État et de l'économie sur la différenciation agraire.

Dans les endroits où l'économie de marché est devenue plus développée et qui sont proches des marchés des centres urbains, les changements dans les macrostructures, ainsi que l'augmentation des inégalités de revenus, altèrent les bases et les mécanismes de la différenciation, aussi bien que les modèles de différenciation existants.

Mon approche de l'étude de la différenciation agraire a été nourrie par un travail de recherche sur ce thème amorcé dès les années 1960 et poursuivi pendant les années 1970 et 1980. Comprendre les dynamiques de la différenciation au niveau rural est essentiel pour l'analyse structurelle des communautés, surtout depuis que l'on a renforcé l'accès différencié et le contrôle sur les ressources naturelles. On verra comment cette étude met en évidence la variation des caractéristiques socioéconomiques et démographiques et leur effet sur l'utilisation et la gestion des ressources par les ménages.

Les données empiriques dont fait l'objet cet article relèvent de mes recherches doctorales sur la façon dont la privatisation a affecté l'utilisation des

ressources de la mangrove et les modes de gestion des habitants du village Giao Lac[1] depuis l'introduction des réformes économiques en 1986 (*doi moi*). L'étude est basée sur des recherches bibliographiques et du travail ethnographique de terrain au village même.

L'enquête portait sur 32 foyers choisis au hasard, et les entrevues semi-structurées eurent lieu avec l'homme ou la femme responsable de chaque foyer choisi. Dans l'enquête, les foyers étaient au cœur de l'analyse. En outre, j'ai réalisé des entretiens supplémentaires avec des officiels du gouvernement local et de la coopérative de Giao Lac, ainsi qu'avec ceux qui faisaient partie des officiels du district et de la province lors de la mise en œuvre de la politique nationale sur la terre, spécifiquement sur les mangroves, sans oublier des cadres des institutions et des personnes ayant localement du pouvoir[2].

Le village de Giao Lac fait partie de la large communauté catholique vivant sur le littoral du district de Giao Thuy dans la province de Nam Dinh, à l'embouchure du Fleuve Rouge. Le territoire du village s'étend sur près de 481 hectares et sa population à l'époque de cette étude (2000-2001) était d'environ 9000 personnes. C'est une communauté agricole vivant essentiellement de la culture du riz, mais pratiquant aussi l'élevage et la pêche. Le village est limité au sud par la digue centrale, la zone de marnage et le sud de la mer de Chine. La digue est longue d'au moins 3 km. La zone de marnage s'étend sur plus de 600 ha, dont 345 sont couverts de mangroves, *Kandelia candel, Sonneratia et Rhizophora*. En plus, il y a 5 bassins à crevettes dans la région. Quatre de ces bassins et toute la zone de marnage font partie du district, lequel mandate le village pour gérer les bassins et les zones de vase intertidale.

Giao Lac a une riche et longue histoire. Les plus vieux villageois ont fait l'expérience de trois régimes : le gouvernement colonial français, l'occupation japonaise et le Vietnam indépendant. Ils ont vécu la grande famine de 1945, le combat pour la libération, les réformes agraires postindépendance, le combat dans

1. Ce village se trouve dans le district de Giao Thuy, province de Nam Dinh, dans le delta du Fleuve Rouge, au nord du Vietnam.
2. Le hameau n°7, l'un des 22 hameaux du village Giao Lac, semblait être représentatif, car il était de taille moyenne, proche de la digue centrale, et ses habitants avaient des revenus moyens. Le hameau comprenait 70 ménages que l'on pouvait diviser en quatre groupes : 5 ménages riches, 17 aisés, 40 de classe moyenne et 8 pauvres. Un échantillon de 32 ménages a été sélectionné, il incluait 5 ménages riches, 10 aisés et 7 pauvres. L'un des ménages pauvres sur les 8 n'a pas été inclus dans l'enquête, car le chef de famille était malade, ne pouvait pas communiquer clairement, et sa femme travaillait en Chine.
   L'échantillon comprenait des ménages à tous les stades du cycle de la famille. Pour le besoin de l'analyse, les ménages peuvent être classés comme suit : les ménages jeunes s'étaient formés entre 4 et 12 ans auparavant. Ils ne comptaient pas encore d'enfant en âge de travailler, et les parents étaient âgés de 27 à 34 ans. Deux jeunes ménages de l'échantillon vivaient avec leurs grands-mères. Les ménages d'âge moyen avaient des enfants en âge de se marier ou déjà mariés. Les parents avaient entre 35 et 50 ans. Les vieux ménages avaient aussi des enfants en âge de se marier ou été déjà mariés. Ils comprenaient également des couples âgés. Les chefs de famille avaient entre 51 et 80 ans. Au sein de l'échantillon, il y avait 10 jeunes ménages, 14 d'âge moyen et 8 vieux.

le Sud pour unifier le pays et le bombardement américain dans le Nord, la période de collectivisation massive après 1975 et, plus récemment, la période de réformes du *doi moi*.

L'article propose une brève discussion sur la différenciation agraire. Nous verrons ensuite les dynamiques de la différenciation du temps de l'agriculture collective, puis les mécanismes et des modèles de la différenciation en contexte postcollectiviste. La conclusion traitera de la portée des réformes actuelles.

Les inégalités agraires dans les pays postsocialistes

D'après les recherches publiées entre les années 1960 et 1980[3], les caractéristiques socioéconomiques et démographiques étaient à l'époque des facteurs importants de différenciation entre les ménages. Parallèlement, la commercialisation de l'agriculture ne conduisait pas uniformément à des relations capitalistes (Sikor 2001). Cela est dû au fait qu'il n'y a aucune « forme ou définition universelle de la différenciation au niveau rural dont les dynamiques peuvent être comprises à travers une formulation abstraite » (Hart *et al.* 1989 : 3). Toutes les théories peuvent « fonctionner » parfois simultanément, mais leur sens précis et leurs résultats seront déterminés par le contexte local. White (1989 : 25) a défini la différenciation agraire ou rurale comme « un processus dynamique qui inclut l'émergence ou le renforcement des différences au sein de la population rurale, mais qui ne consiste pas en la hausse des inégalités de revenus ». Le processus de différenciation lui-même englobe les changements dans les modes de contrôle sur les moyens de production et la division sociale du travail qui l'accompagne. Il a également fait ressortir que ce processus n'était pas nécessairement basé sur la hausse des inégalités en matière d'accès à la terre. Il a soutenu que c'était du surplus agricole que dérivaient les autres « ressources de production ». Cela incluait l'accès à des sources de revenus non agricoles, l'échange de main-d'œuvre et le commerce. Ainsi, le processus d'accumulation d'avantages ou de désavantages commençait à l'emporter (White 1989 : 20). En outre, il a insisté sur le fait que les différences d'âge et de sexe entre les personnes devaient être prises en considération. White proposait de faire une distinction entre le processus de différenciation lui-même et les différents aspects de ce processus comme les causes, les mécanismes et les indicateurs. Des forces extérieures et les contextes historique et politique peuvent avoir des effets importants sur les mécanismes de différenciation.

La littérature sur la différenciation sociale dans le contexte du postsocialisme se concentre plutôt sur les changements dans les macrostructures de l'État et de l'économie. La littérature sur la différenciation sociale dans le Vietnam rural contemporain n'est pas aussi riche que ne l'est celle qui traite de la Chine. Un certain nombre d'étudiants occidentaux ont entrepris des recherches sur la différenciation agraire dans le nord du Vietnam rural. L'analyse des changements agraires dans la plupart de ces études prend en considération les réformes économiques rurales au niveau global et la structure des relations de la société rurale au niveau local. Parmi eux figurent Ngo Vinh Long (1993), Luong et Unger (1999), Malarney

3. Voir Lenin (1967), Thorner *et al.* (1966), Deere et De Janvry (1979), Schulman *et al.* (1989), White (1989), Hart *et al.* (1989), Hart (1988), Berry (1989), Sikor (2001).

(2002), Gammeltoft (1999) et Sikor (2001). En se concentrant sur les facteurs qui entraînent la différenciation, tels que le capital, la main-d'œuvre, les compétences et l'accès aux marchés des centres urbains et aux villes où l'économie de marché est devenue plus développée, Ngo Vinh Long (1993) avance pour sa part que plus les villages sont proches des villes et des marchés, plus la différenciation est accentuée et, plus important, plus grande est la différenciation, plus il y a une croissance de la production, de la productivité et de la richesse. Luong et Unger (1999) comparent les processus de différenciation socio-économique dans la Chine rurale et le Nord Vietnam. En se concentrant sur les facteurs qui contribuent à la différenciation sociale rurale et sur les processus de différenciation, ils développent des hypothèses de différences de revenus entre les régions, les villages et les foyers. Néanmoins, peu de preuves ont été présentées afin de fournir des indicateurs et des indices précis de différenciation.

Sikor (2001) a étudié les effets de la décollectivisation sur des villages de Thais noirs du nord-ouest du Vietnam en se concentrant en même temps sur le processus et les modèles de différenciation dans trois villages. Même si les changements des macrostructures de l'État et de l'économie renforçaient les inégalités rurales, le cycle de la famille demeurait le principal facteur déterminant le processus de différenciation. Il conclut que dans les sociétés postsocialistes comme le Vietnam où les marchés pénètrent par étapes et où la transition de marché ne peut se faire instantanément, les changements dans les macrostructures ne modifient pas forcément le processus de différenciation, alors que c'est le cas pour ces modèles associés. Ces arguments sont valables pour le nord-ouest du Vietnam où l'économie de marché n'est pas encore très bien développée. On peut aussi démontrer que, dans les lieux où l'économie de marché est plus développée et les marchés des centres urbains plus proches, l'accroissement des inégalités en termes de revenus est la conséquence des changements dans les bases et les mécanismes de la différenciation, aussi bien que dans les modèles de différenciation.

La différenciation au temps du collectivisme

Du temps de l'agriculture collective, les différences de revenus et de ressources entre les foyers dépendaient du capital de main-d'œuvre et du nombre de membres dépendants dans la famille, situation qui évoluait cycliquement au fur et à mesure que les enfants grandissaient et que les plus âgés décédaient (Luong et Unger 1999 : 122-123). Les différences de revenus entre les foyers étaient également la conséquence de la multiplication des sources de revenus non agricoles comme la revente de biens et la collecte des produits de la zone intertidale. Bien que d'autres facteurs comme l'accès au pouvoir politique, le capital, les efforts individuels, les compétences et le passé de la famille eussent une influence sur les richesses des ménages, le cycle de la famille avait tendance à exercer une influence sur les revenus et les richesses des ménages (Sikor 1999 : 230). Il y a trois raisons à cela.

Primo, lorsque l'agriculture était sous le régime des coopératives et que chacun gagnait à peu près le même nombre de points de travail par jour, la force de travail disponible déterminait la part de la production collective attribuée aux ménages (Sikor 2001 : 929). Les ménages disposant de plus de travailleurs gagnaient

donc plus de points de travail et par conséquent, recevaient une plus large quantité de paddy que les ménages disposant de peu de main-d'œuvre. Généralement, les jeunes couples étaient les plus pauvres, car ils venaient juste de fonder leur famille et leurs enfants étaient jeunes. Les enfants ne pouvaient pas aider leurs parents dans les champs, mais ils demandaient leur part de nourriture. Quand les enfants grandissaient, les ménages disposaient d'une force de travail plus importante et par conséquent, leur part de la production collective augmentait. Notons également que la demande de nourriture dans les ménages plus âgés était plus importante. Parce qu'ils disposaient de plus de travailleurs que de consommateurs, ils étaient plus à l'aise financièrement que les jeunes couples. En d'autres termes, le ratio consommateur/producteur évoluait par étapes en fonction du cycle de la famille (Thorner *et al*. 1966).

Secundo, la main-d'œuvre disponible autorisait les ménages à s'engager dans la collecte des produits marins et du bois de chauffage ainsi que dans « l'économie familiale supplémentaire ». Plus ils s'engageaient dans l'exploitation des produits marins et la collecte de bois de chauffage, plus ils gagnaient des devises supplémentaires. Selon eux, acheter de l'or était le meilleur moyen d'économiser de l'argent mais très peu le faisaient. Certains achetaient du riz et participaient à l'association de crédit tournant de paddy. Par ce biais, ils économisaient de l'argent tout en profitant des intérêts. Même si cela représentait peu, cela pouvait les aider à construire une maison ou à organiser le mariage d'un de leurs enfants. Ces ménages pouvaient également se permettre de s'occuper de buffles. Ils gagnaient des points de travail pour prendre soin de l'animal et, plus important, ils étaient autorisés à labourer les rizières, activité qui rapportait plus de points de travail qu'aucune autre sous l'ère du collectivisme.

Tertio, un ménage pouvait conserver ses surplus tout au long du cycle de la famille. Après avoir quitté leurs parents, les jeunes couples conservaient du riz en vue de fonder une famille. À cette époque, les gens n'avaient pas assez d'argent pour construire une maison en dur comme aujourd'hui. La plupart des maisons avaient des murs en bambou recouvert de boue et un sol en terre battue. Les toits étaient recouverts de paille de riz distribuée par la coopérative. Le matériel lui-même ne coûtait pas très cher, mais les ménages devaient fournir le repas à tous les travailleurs durant toute la durée du chantier. Il n'y avait pas énormément de différence entre les maisons puisqu'elles étaient construites avec les mêmes matériaux. Les ménages qui pouvaient avoir d'autres sources de revenus avaient le toit de leur maison en chaume. La plupart des villageois ne possédaient aucun bien durable ou mobilier de luxe, sauf les cadres du village. Les ménages de ces derniers disposaient de bicyclettes, de radios et de mobilier, comme des lits, des tables et des chaises : ils n'étaient toutefois pas aussi aisés qu'ils le sont actuellement. On disait que ces cadres détournaient les propriétés communes et que « Les fermiers travaill[aient] deux fois plus dur pour que les cadres puissent acheter des bicyclettes et des radios ». En plus, les cadres achetaient les biens de consommation à prix coûtant.

Plus tard durant le cycle de la famille, les ménages devaient organiser les mariages, les enterrements et les anniversaires de la mort des ancêtres, des cérémonies qui engouffraient une grande partie des économies en termes de paddy, d'animaux et parfois, d'or. À cette époque, très peu de ménages possédaient du bétail ou des buffles d'eau. La majorité du bétail et des buffles d'eau appartenaient à la coopérative. Les ménages pratiquaient toutefois l'élevage d'animaux à titre privé.

Il y avait plusieurs autres facteurs qui influençaient la distribution des revenus et des ressources entre les ménages. L'accès à l'État, le fort ratio consommateur/producteur et le capital productif des ménages exerçaient aussi une influence sur la différenciation.

Les mécanismes de la différentiation période postcollectiviste

Cette partie vise à mettre en évidence la façon dont les ressources des ménages ont continué d'évoluer en fonction du cycle de la famille. Les changements des bases et des mécanismes de la différenciation dans le contexte postcollectivisme y seront identifiés et analysés. C'est un processus qui entraîne des changements sur le contrôle des moyens de production et l'accès à la main-d'œuvre (White 1989). Cette partie évoque également les quatre facteurs importants qui mènent à la différenciation. Cela inclut les droits d'utilisation de la terre, l'utilisation des surplus, les stratégies pour économiser et accumuler des ressources et la main-d'œuvre disponible.

L'accès à la terre

En 2000, la communauté villageoise continuait de contrôler l'attribution des rizières. Le village devait réajuster la répartition des terres tous les 15 ans pour s'adapter à la démographie des ménages et du village. La prochaine redistribution des terres est prévue en 2013. Les ménages qui avaient enregistré des décès entre 1998 et 2000 n'étaient pas censés rendre leurs terres au village, alors que ceux qui avaient eu des enfants après 1998 n'en avaient pas encore reçu de nouvelles, en dépit du fait qu'ils honoraient toutes leurs obligations envers le village. Ceux qui s'étaient mariés avec des personnes de villages avoisinants continuaient de cultiver les terres qu'on leur avait attribuées à Giao Lac. La raison : on ne leur avait pas attribué de terres dans les villages de leurs époux ou épouses. La taille des champs de paddy cultivés par les ménages sous contrat avec la coopérative du village dépendait donc du nombre de membres dans le foyer.

Contrairement à l'allocation des rizières, les ménages avaient obtenu le contrôle sur les fermes de crevettes à travers le système des enchères. Ceux qui contrôlaient les terres le long de la digue n'avaient pas obtenu de livres rouges[4] comme pour les rizières. En 2000, ces terres avaient été louées pour une durée de trois à cinq ans. Les ménages à toutes les étapes du cycle de la famille étaient engagés dans l'élevage de crevettes. Moins un ménage disposait de main-d'œuvre, plus la taille de ses bassins à crevettes était importante. Récolter les crevettes ne

4. Document d'attestation signé par le chef de ménage et qui permet à sa famille d'utiliser la terre allouée.

demandait pas beaucoup de main-d'œuvre. Les propriétaires des bassins pouvaient donc faire le travail par eux-mêmes. Malgré tout, les ménages devaient employer des travailleurs hors du foyer pour récolter les algues et améliorer ou même nettoyer les bassins. Par conséquent, le travail dépendait du chef de famille et de sa force de travail.

Les ménages avaient également pris le contrôle des terres réservées à l'élevage des bivalves. À tous les stades du cycle de la famille, on s'occupait des bivalves. Moins un ménage disposait de main-d'œuvre, plus l'espace de zone intertidale travaillé était important, le processus d'occupation de la terre ne demandant pas beaucoup de travailleurs. Toutefois, récolter les bivalves demandait un grand nombre de personnes et les éleveurs de coquillages avaient besoin de travailleurs hors du ménage. Une fois que toutes les terres disponibles pour élever des bivalves étaient occupées, les nouveaux ménages n'avaient pas l'opportunité de demander de nouvelles terres pour s'y consacrer eux aussi.

La suffisance en riz

La privatisation des anciennes terres communes avait ouvert la porte à de nouvelles perspectives économiques pour certains ménages. Le contrôle des ménages sur les terres où l'on élevait les bivalves et les crevettes ne dépendait pas de la main-d'œuvre disponible au sein des ménages si ces derniers avaient la capacité d'employer des travailleurs extérieurs. Les ménages les plus pauvres n'étaient pas souvent en position d'employer de la main-d'œuvre hors du ménage. En d'autres termes, les villageois de Giao Lac étaient intégrés dans le marché du travail qui avait émergé avec la libéralisation de l'économie. L'accès aux ressources nouvellement privées de l'aquaculture côtière avait entraîné des inégalités dans la distribution des revenus des ménages, creusant encore les disparités existantes. Ces ménages qui avaient été capables de monopoliser l'accès et le contrôle sur la terre consacrée à l'élevage de crevettes et de bivalves, étaient devenus plus à l'aise financièrement que ceux qui n'avaient pas été préparés à saisir ces nouvelles opportunités.

Les riches gagnaient cinq fois plus que les pauvres (Le 2004). Les revenus provenant de la culture du riz étaient devenus très faibles par rapport aux revenus engendrés par l'élevage de crevettes et de bivalves. Ceux qui dépendaient uniquement de la riziculture, même s'ils travaillaient dur, avaient juste assez de riz pour se nourrir entre 8 et 10 mois par an (Le 2004). Il s'agissait surtout de ménages comprenant beaucoup d'enfants, des personnes âgées à charge ou des membres malades.

Les relations entre la main-d'œuvre disponible, le contrôle sur la terre et l'accès à la main-d'œuvre déterminaient la production vivrière des ménages, alors que les activités génératrices de revenus dépendaient du chef de ménage et de sa capacité à saisir les nouvelles opportunités offertes par l'expansion des marchés. Les stratégies de production différaient d'un ménage à l'autre. Cela n'était pas lié au nombre de personnes dans le ménage, bien que la suffisance en riz dépendît de la main-d'œuvre disponible. Les ménages qui avaient accès à une diversification

des sources de revenu étaient plus à même d'obtenir un niveau suffisant de riz. Cela est dû au fait qu'ils se garantissaient un revenu plus important grâce à différentes sources et que, par conséquent, ils n'avaient pas à vendre de paddy pour obtenir des devises et couvrir les dépenses.

Le cycle de la famille continuait de déterminer le contrôle des ménages sur la terre, la production vivrière et les activités génératrices de revenus. Plus jeunes étaient les ménages dans le cycle de la famille, plus l'espace réservé aux bassins à crevettes et à l'élevage de bivalves était important, et par conséquent, plus élevés étaient les revenus issus de l'aquaculture. Cela peut être expliqué par le fait que les chefs de famille avaient plus d'instruction, plus d'esprit d'initiative et avaient plus conscience des perspectives qui s'ouvraient à eux avec la libéralisation du marché. Les ménages d'âge moyen étaient aussi à même de diversifier les sources de revenus pour limiter les risques et les incertitudes. Deux des cinq ménages les plus aisés et six ménages aisés de classe moyenne de l'échantillon étaient dans ce cas. Ils généraient plus de revenus de différentes sources pour couvrir les dépenses quotidiennes, mais également dans l'optique d'acheter des biens de consommation durables. Par conséquent, ils possédaient un capital matériel plus important que les anciens. Cependant, le groupe des ménages d'âge moyen comptait aussi le nombre le plus important de ménages pauvres (quatre sur les sept). Les ménages les plus vieux avaient tendance à disposer de moins de main-d'œuvre que les jeunes ménages. Bien souvent, ils réservaient un plus petit espace aux bassins à crevettes et à l'élevage des bivalves.

Deux des huit vieux ménages avaient un haut rendement au niveau vivrier, des revenus élevés et un bon taux de suffisance en riz. Ils avaient aussi été capables d'accumuler de la richesse au fil des années. Deux des ménages manquaient de riz. Les quatre vieux ménages restants avaient atteint un niveau moyen en termes de rendement agricole, de revenus et d'autosuffisance en riz. Ils n'étaient toutefois pas capables d'accumuler de la richesse. En définitive, le degré de suffisance en riz ne variait pas en fonction du cycle de la famille au sein de l'échantillon de ménages.

Les surplus de production

La reproduction sociale des ménages continuait d'absorber la plus large proportion de leurs surplus. Un ménage dépensait une large part de ses surplus dans les associations de crédit rotatif (ROSCAs) et dans les rituels tels que les mariages et les fêtes de bénédiction de la maison, les funérailles, les visites aux temples bouddhistes et les pèlerinages. Au début des années 1990 lorsque les revenus ont augmenté, les villageois ont commencé par construire de nouvelles maisons. Ils organisaient et participaient ensuite à plus de mariages, de fêtes de bénédiction de maisons et de funérailles. Au milieu des années 1990 avec l'augmentation des revenus générés par l'aquaculture commerciale, les ménages ont commencé à acheter des biens de consommation durables. Cela incluait des motos, des moulins à riz, des moissonneuses-batteuses et des tracteurs, des machines à coudre, des

télévisions couleur, des VCRs, des radio-cassettes, des ventilateurs électriques, du mobilier, des bicyclettes, des réfrigérateurs, des autocuiseurs à riz et des réchauds à gaz.

Dans le passé, généralement, quand les surplus conservés par un ménage augmentaient, celui-ci commençait par construire une nouvelle maison. Cette tendance dominait encore récemment, jusqu'à ce que les opportunités du nouveau marché se présentent aux ménages et principalement aux plus jeunes. Ces jeunes couples étaient maintenant capables de se construire une maison deux ans après s'être établis. Les vieilles maisons, avec leurs murs de bambou recouverts de boue et leurs toits de chaume, étaient détruites et on en bâtissait de nouvelles avec des toits plats en béton, ce qui demandait une importante somme en liquide – entre 15 et 17 millions de dôngs[5].

À la suite de la résolution 10, les surplus agricoles ont augmenté et, plus important, avec la hausse des revenus non agricoles, les villageois ont commencé à restaurer tous les rituels et obligations connus avant 1845-54, disparus sous l'ère du collectivisme, et ils en ont introduit de nouveaux (Luong 1993 ; Kerkvliet 1995 ; Kleinen 1999). Il s'agissait de cérémonies organisées lorsque l'un des membres de la famille partait étudier dans les grandes villes comme Nam Dinh ou Hanoi ou pour un long voyage dans le sud. Les plus vieux, ceux qui avaient atteint les âges de 60, 70 ou 80 ans, étaient « honorés par un rituel festif de longévité » effectué dans leurs maisons (Luong 1993 ; Kleinen 1999).

Le cycle de la famille influençait aussi les dépenses des villageois pour leur prestige ou leurs obligations sociales. Les ménages fraîchement installés dépensaient beaucoup pour la construction d'une maison avec un toit plat en béton. Lorsque les ménages avaient remboursé la majorité de leur dette, ils aimaient acheter du mobilier et des biens de consommation durables. Avec la possibilité de générer des revenus de sources non agricoles, les jeunes ménages pouvaient se permettre la construction d'une nouvelle maison, ainsi que l'achat de mobilier et de biens de consommation durables. Par conséquent, ils n'avaient pas à attendre d'être plus âgés pour voir s'il resterait des surplus pour acheter du mobilier. Au fur et à mesure que les enfants grandissaient et que les parents prenaient de l'âge, les mariages et les funérailles absorbaient une plus large part des surplus.

Les ménages utilisaient une faible part des surplus de la production pour investir dans des plantations ou des élevages de poissons. Presque tous les ménages possédaient des bassins à poissons, mais la majorité d'entre eux ne vendaient pas de poissons pour obtenir de l'argent liquide, ils le conservaient pour leur consommation personnelle. Une partie des revenus des ménages était consacrée à l'achat de fertilisants chimiques, de pesticides, de graines et de préparations pour les rizières, soit un investissement total dans la production de 135 000 dôngs/sao[6]. La somme investie dans la culture du riz leur demandait de 15 à 30 % du total annuel de leurs revenus en liquide par récolte. Pour les riches et les ménages plus aisés,

5. Un million de dôngs vietnamiens équivalent à 64 dollars canadiens (mars 2008).
6. Le sao équivaut à 360 m^2.

l'investissement dans les plantations pour une récolte absorbait entre deux et cinq pour cent du total de leurs revenus annuels en argent liquide.

Les ménages dépensaient une faible part des surplus de la production dans les organisations de masse qui étaient sous le contrôle du Parti. Dans chaque hameau, six associations nationales étaient représentées : l'Association des Femmes, l'Association des Vétérans, l'Association des Personnes Âgées, l'Association des Jeunes Pionniers, l'Association des Fermiers et l'Union de la Jeunesse. Ces associations avaient été créées durant la période des coopératives par le Front de la Patrie du Vietnam. Dans un contexte où le rôle des coopératives avait décliné avec le temps, peu à peu remplacées par l'économie familiale, les budgets de ces associations avaient considérablement baissé. Être membre d'une association est un acte volontaire et gratuit et chaque association est maintenant autofinancée. Chacun est libre de choisir une association pour lui ou elle-même. De ce fait, les pauvres ne sont pas exclus de ces associations.

Économiser et accumuler des surplus

Presque tous les ménages élevaient des porcs et des poulets. Ces derniers étaient élevés tant pour la viande que pour la vente, alors que les cochons étaient gardés pour la vente et le fumier. Les revenus issus de l'élevage des poulets et des porcs étaient uniquement consacrés aux petites dépenses. En 2000, bien qu'il s'agît d'une activité demandant beaucoup d'investissements, de prises de risques et de main-d'œuvre, le nombre des ménages qui élevaient des canards, principalement pour les œufs et la viande, augmentait, parce que les revenus de cet élevage étaient plus importants que ceux des autres élevages. Les buffles d'eau et le bétail étaient gardés par un très petit nombre de ménages parce que, peu à peu, ils avaient cédé la place aux tracteurs. Ils étaient principalement élevés dans un but reproductif. Garder un important cheptel de bétail ou de buffles d'eau n'entrait pas dans une logique d'accumulation. En outre, seuls les ménages qui disposaient d'une main-d'œuvre abondante pouvaient se consacrer à l'élevage de bétail ou de buffles. La plupart des ménages participaient et investissaient une part significative de leur argent dans les ROSCAs. Par conséquent, ils pouvaient économiser leur argent tout en profitant des intérêts. Ceux qui avaient besoin d'argent pouvaient faire un emprunt auprès de leurs associations. Les villageois préféraient leurs ROSCAs aux banques à cause des procédures complexes réclamées par ces dernières et le paiement mensuel des intérêts. L'investissement dans les ROSCAs dépendait des revenus en argent liquide des ménages. Depuis la possibilité de générer des revenus non agricoles, plus les ménages étaient jeunes, plus ils avaient tendance à gagner de l'argent via l'aquaculture. En conséquence, plus un ménage était jeune dans le cycle de la famille, plus il investissait dans les ROSCAs ; il pouvait ainsi couvrir les dépenses liées à la construction de sa maison qui lui coûtait beaucoup plus qu'une cérémonie de mariage ou un enterrement. Ceux qui avaient déjà construit une nouvelle maison utilisaient les associations de crédit comme un moyen d'économiser de l'argent pour les dépenses liées à la reproduction sociale.

L'investissement dans ces associations était également lié aux obligations de reproduction qui suivaient les évolutions dans le cycle de la famille.

Le cycle de la famille continuait de façonner les différences entre les ménages comme au temps de la collectivisation. Toutefois, cela avait changé sur un point important : les différences dans le capital possédé étaient maintenant clairement visibles entre les ménages. Par le passé, les ménages les plus aisés et les plus pauvres vivaient dans le même type de maison, construites avec les mêmes matériaux. En 2000, presque tous les ménages riches et de classe moyenne aisée vivaient dans des maisons aux toits plats en béton qui demandaient un investissement significatif. Ils possédaient plus de biens de consommation durables que les ménages pauvres et de classe moyenne. Les ménages pauvres vivaient dans des maisons avec des toits couverts de paille, de jonc ou de tuiles. Seuls deux des sept ménages pauvres possédaient de petites télévisions noir et blanc. Le reste de ces ménages ne possédaient aucun bien de consommation durable. Le nombre de buffles d'eau et de têtes de bétail était en baisse. Le contrôle des ressources nouvellement privatisées de l'aquaculture côtière entraînait des inégalités de revenus entre les ménages et donc, de capital.

La décollectivisation et la libéralisation du marché avaient ouvert de nouvelles perspectives aux jeunes ménages qui en avaient profité pour accélérer le processus de génération de surplus. La plupart des jeunes familles étaient investies dans l'aquaculture commerciale, la collecte et le commerce des produits de la mer. En plus, ils avaient aussi des cochons et des canards réservés à la vente. Six ménages sur dix étaient engagés dans du travail salarié dans des grandes villes comme Hanoi et les villages environnants. Un autre ménage partageait un tracteur avec un ménage d'âge moyen du hameau et donc, tirait un revenu supplémentaire de cette activité. Six jeunes ménages sur dix avaient construit leurs propres maisons avec un toit plat en béton. Les quatre restants faisaient de leur mieux pour accumuler du surplus et construire leurs maisons aussi vite que possible. En d'autres termes, le Résolution 10 avait ouvert de nouvelles perspectives aux ménages prêts à travailler durement et disposant de suffisamment de compétences. Ils n'avaient pas non plus eu peur de prendre des risques et, surtout, ils savaient compter. En outre, les jeunes ménages n'avaient pas autant d'enfants que leurs parents. Tous ces facteurs les avaient aidés à accélérer le processus d'accumulation.

Inversement, les ménages qui n'étaient pas disposés à travailler dur et qui n'avaient pas beaucoup de compétences, avaient éprouvé de la difficulté à sortir du tunnel. Nombre d'entre eux souffraient d'un manque de main-d'œuvre disponible à cause de problèmes de santé endémiques. La majorité des chefs de famille dans ces ménages étaient des femmes seules ou avec un mari handicapé. Le peu d'accès aux ressources de la production, comme aux ressources aquacoles du littoral nouvellement privatisées, le manque de capital et d'expérience de gestion, tout cela leur interdisait l'accès à des activités à forte valeur ajoutée comme l'élevage de crevettes et de bivalves. Ils avaient fini par travailler sur des ressources qui étaient la propriété de quelqu'un d'autre. En d'autres termes, en dépit de la distribution plus ou moins équitable du reste des terres agricoles, l'accès récent aux ressources

côtières nouvellement privatisées était à la base d'une période relativement rapide de différenciation des revenus dans l'économie de Giao Lac (White 1989 : 20).

La diversification du seul revenu agricole en différentes sources de revenus non agricoles (même si elles comportaient des risques plus importants de chocs extérieurs – orages côtiers, fluctuations des marchés) ne dépendait plus autant des capacités de main-d'œuvre qu'à l'époque de la riziculture collective. La disponibilité en main-d'œuvre n'était pas le déterminant principal des sites d'élevage des crevettes et des bivalves exploités en 2000, car tous pouvaient se permettre d'employer des villageois pour travailler pour eux. L'élevage et la riziculture étaient devenus indépendants des capacités de main-d'œuvre. Cependant, le capital possédé demeurait lié à la capacité de fournir de la main-d'œuvre.

Les modèles de la différentiation en période postcollectiviste

Dans cette partie, l'analyse se concentre sur la distribution du contrôle et de l'accès aux ressources productives, revenus et richesses entre les ménages. On se demandera si les différences entre les ménages continuaient de suivre le cycle de la famille comme cela était le cas durant la collectivisation.

L'enquête de 2000 révèle que les ménages des quatre groupes se différenciaient en fonction de plusieurs facteurs, dont l'accès au pouvoir politique, le capital main-d'œuvre, l'étape dans le cycle de la famille, la possession de capital et le revenu. Voyons ici plus en détail ces facteurs.

Un premier facteur de la différenciation est celui de l'accès au pouvoir politique. Dans trois des 32 ménages, le chef de famille était cadre : le trésorier du village, le chef de hameau et le secrétaire du Parti du hameau. Le chef de hameau recevait plus de 600 kg de paddy par an, pendant que le trésorier percevait 1,4 million de dôngs et le secrétaire du Parti 600 000 dôngs par an. Ces 3 ménages faisaient partie de la classe moyenne aisée. Aussi loin qu'il ait été possible de remonter, tous les membres des 31 ménages de l'échantillon faisaient partie de l'ethnie kinh. Un seul ménage aisé de la classe moyenne était de confession catholique. Les bouddhistes avaient un accès privilégié aux positions de pouvoir dans le village.

La disponibilité en main-d'œuvre nous renvoie au deuxième facteur de différenciation. Ceux qui avaient 15 ans et moins, ainsi que les personnes de plus de 60 ans, étaient considérés comme dépendants. Entre 15 et 59 ans, ils étaient en âge de travailler. La disponibilité en main-d'œuvre différait selon les ménages, variant de deux à cinq travailleurs. En outre, après l'école, les enfants pouvaient aider leurs parents dans les tâches ménagères, l'élevage des animaux et la collecte des produits de la zone intertidale. Les plus riches ou les plus entreprenants des ménages recrutaient de la main-d'œuvre supplémentaire, alors que les pauvres ou les moins entreprenants des ménages continuaient de dépendre des traditionnels échanges de main-d'œuvre entre ménages pour des travaux intensifs comme la plantation ou la récolte du riz.

Les ménages aux différents stades du cycle de la famille étaient inégaux en termes démographiques et en besoin de nourriture. Ces cycles constituent le

troisième facteur de différenciation. Les jeunes ménages auraient d'autres enfants dans le futur, ce qui inclut même ceux qui avaient déjà des enfants, mais seulement des filles. Les forces patriarcales poussaient les femmes à avoir plus de deux enfants, de préférence des garçons[7]. Cela peut s'expliquer par le manque de motivation à recourir aux services de planification familiale. Le cycle de la famille était associé à la capacité de fournir de la main-d'œuvre. Tous les ménages jeunes disposaient d'au moins deux travailleurs. Ce sont les ménages d'âge moyen qui disposaient d'une meilleure moyenne avec plus de trois travailleurs et un rang allant de deux à cinq. Les couples âgés vivaient habituellement de leurs propres moyens dans une plus petite maison, juste à côté de la famille de leur fils. Comme ces ménages âgés souffraient d'un manque de main-d'œuvre, ils obtenaient l'assistance de proches à des moments cruciaux de forte demande de bras. Le stade d'évolution dans le cycle de la famille ne semblait pas affecter l'accès au pouvoir politique. Les ménages dont les membres étaient des cadres du village ne disposaient pas d'une plus ou moins importante force de travail que les autres.

Les ménages aux différents stades du cycle de la famille se différenciaient dans leurs « ratios consommateur/producteur » (Thorner *et al.* 1966). Au fur et à mesure que les enfants grandissaient, ils demandaient plus de nourriture et leurs besoins en nourriture déclinaient quand ils devenaient plus âgés, au même titre que leurs contributions aux activités génératrices de revenus comme la collecte des produits de la mer. Les ratios de dépendance (consommateur/producteurs) étaient les plus élevés dans le groupe des ménages pauvres (0,92), suivaient les ménages de classe moyenne aisés (0,6), ceux de classe moyenne (0,57), puis les riches (0,7). Les ménages pauvres étaient accablés par un ratio consommateur/producteur élevé et cela explique pourquoi les pauvres restaient pauvres. Ceux de la classe moyenne aisée étaient plus à l'aise financièrement que ceux de classe moyenne en dépit du fait que leur ratio consommateur/producteur était plus élevé. Cela s'explique par le fait qu'ils étaient plus jeunes et qu'ils étaient par conséquent mieux à même de saisir l'opportunité de l'accès aux ressources nouvellement privées du littoral.

Le quatrième facteur de différenciation est la possession de capital productif et matériel. Seuls deux ménages d'âge moyen possédaient un capital productif[8], soit un buffle et deux têtes de bétail chacun. Les autres ménages n'élevaient pas de gros animaux. Le cheptel était lié au stade d'évolution dans le cycle de la famille. Plus un ménage était jeune dans le cycle de la famille, plus son cheptel était important. Les vieux ménages disposaient du plus petit cheptel. La possession d'un capital matériel variait selon les ménages. Si la possession de capital matériel et la production n'étaient pas corrélés, le capital matériel l'était fortement avec la disponibilité en main-d'œuvre. Plus un ménage disposait de travailleurs, plus il possédait de biens matériels. La possession d'un capital matériel était liée également au cycle de la famille. Plus un ménage était jeune dans le cycle de la famille, plus il était probable qu'il possède une maison avec un toit plat en béton ainsi que du mobilier ou une mobylette. Ceux qui vivaient dans une maison avec

7. La situation est la même ailleurs dans le Delta du Fleuve Rouge (Gammeltoft 1999 : 70-72).
8. Le capital productif est mesuré en termes de rendement des terres agricoles allouées et des surfaces maraîchères, sans oublier la possession d'un cheptel.

un toit plat en béton étaient plus à même de posséder une mobylette. L'accès au pouvoir politique n'entraînait aucune différenciation sur la possession de capital matériel parmi les ménages de l'échantillon.

En général, chaque ménage se voyait allouer des terres agricoles sur la base du nombre de ses membres (1,4 *sao*[9] par membre d'un ménage) enregistrés par le chef de famille. La majorité des chefs de famille du village avaient reçu les « livres rouges » qui avaient été distribués pour matérialiser les droits d'usage des terres allouées jusqu'à 2013, et ce, depuis 1998. En 2000, les champs de riz calculés sur la base *per capita*, étaient les mêmes pour tous les ménages de l'échantillon. Plus un ménage avait de membres, plus la terre de culture du paddy qu'on lui attribuait était importante. Il n'y avait aucune différence dans la terre détenue entre les ménages qui comptaient un cadre et les autres. On observe une différence entre les ménages dans les rendements moyens d'un *sao*. Les ménages qui possédaient des biens matériels étaient plus à même d'atteindre un haut degré d'autosuffisance en riz. De leur côté, les ménages avec plus d'enfants souffraient davantage du manque de riz. Par ailleurs, l'accès au pouvoir politique ne semblait pas avoir de lien avec la production totale de paddy.

Le cycle de la famille et la possession d'un capital important avaient une relation significative avec l'exploitation de la zone des bassins à crevettes. L'analyse montre que les jeunes ménages avaient de plus grands bassins à crevettes (entre 50 et 60 000 m^2), suivaient les ménages d'âge moyen (entre 24 000 et 27 000 m^2), puis les plus vieux (360 m^2). La main-d'œuvre disponible n'avait pas de rapport avec la surface consacrée à l'élevage de crevettes.

Le cycle de la famille avait une forte corrélation avec la surface consacrée à l'élevage des coquillages. Plus jeunes étaient les ménages dans le cycle de la famille, plus ils consacraient un large espace à l'élevage. La possession d'un capital matériel et la main-d'œuvre disponible n'avaient pas d'influence sur la surface consacrée à l'élevage. L'accès au pouvoir politique n'avait aucun lien avec les sites d'élevage des bivalves. Les ménages de cadres ne pratiquaient pas l'élevage des coquillages.

À la suite de la résolution 10, les villageois ont acquis un important capital, tant matériel que productif. Les villageois qui s'étaient engagés dans l'élevage de crevettes et de coquillages, avaient construit des maisons au toit plat en béton et acheté des buffles d'eau, du bétail et des biens de consommation durables. L'investissement dans le cheptel était lié à la possession d'un capital. Cela avait également un lien avec la disponibilité en main-d'œuvre. Plus les biens matériels d'un ménage étaient importants, plus il était probable que ce dernier investisse dans le cheptel.

Dans les années 1990, après la Résolution 10, de nombreuses associations se sont formées, s'ajoutant à celle qui achetait le riz : l'association de l'or, l'association des soldats, les associations du ciment, de la brique, de la télévision, de la moto et des pompes funèbres. Chaque association avait son propre chef et ses propres règles. Le principe majeur de ces associations était la confiance mutuelle.

9. Environ 500 m^2.

Tous, qu'ils fussent bouddhistes, catholiques, hommes ou femmes, garçons et filles, pouvaient investir dans les ROSCAs.

Par ce biais, ils pouvaient économiser de l'argent et ainsi, quand ils construisaient une maison, organisaient une cérémonie de mariage d'un de leurs enfants ou quand la récolte était détruite par des désastres naturels, ils n'avaient pas à emprunter de l'argent aux banques, ni aux prêteurs locaux qui pratiquaient de forts taux d'intérêts. Les ménages les plus pauvres ne pouvaient pas se permettre de participer à l'association de l'or mais, la plupart du temps, ils contribuaient à l'association de paddy. La possession d'un capital matériel était fortement liée à l'investissement dans les ROSCAs. Plus un ménage possédait de biens matériels, plus il investissait dans les associations. Le stade d'évolution dans le cycle de la famille avait une faible relation avec l'investissement dans les ROSCAs. L'investissement dans les ROSCAs n'avait, semble-t-il, aucune relation avec la force de travail disponible. L'accès au pouvoir politique ne semblait faire aucune différence quant à la participation des ménages aux ROSCAs. La possession d'un capital matériel était ainsi lié à l'achat de biens de consommation durables. Plus les ménages disposaient d'un capital matériel important, plus ils avaient tendance à acheter des biens de consommation durables.

Conclusion : effets de la différenciation agraire dans les pays postsocialistes

Le cycle de la famille déterminait les différenciations à Giao Lac avant le *doi moi*. Après la décollectivisation, les richesses des ménages ont continué de suivre le cycle de la famille mais, en prenant un chemin opposé à celui emprunté au temps de la collectivisation. L'analyse ne prend pas en compte la notion chayanovienne d'une paysannerie homogène (voir Thorner *et al.* 1996) comme la décrit le présent texte (voir la partie sur la différenciation agraire). Plus un ménage était jeune dans le cycle de la famille, plus il cultivait un site important. Cela contredit la théorie de Chayanov selon laquelle les ménages recevaient ou cherchaient des terres en fonction du nombre de personnes en âge de travailler et disposés à le faire. Cela peut être expliqué par le fait que les ménages les plus jeunes avaient sans doute une plus grande capacité à saisir les opportunités de l'émergence du marché. De plus, ils faisaient preuve d'une capacité supérieure pour monopoliser l'accès aux ressources nouvellement privatisées de l'aquaculture côtière. En outre, ils échangeaient des ressources productives et de la main d'œuvre sur les marchés. Ils avaient aussi plus d'instruction et un plus petit nombre d'enfants que leurs parents par le passé. Tout cela les avait aidés à accélérer le processus d'accumulation.

Le creusement des écarts de revenus dû à l'accès inégal aux ressources de l'aquaculture côtière nouvellement privatisées a entraîné des changements tant des bases et des mécanismes de différenciation que des modèles de différenciation. Cette découverte suggère que, dans les sociétés postsocialistes, les changements dans les macrostructures ont accentué les différences de revenus, en même temps qu'altéré le processus de différenciation, surtout dans les endroits où l'économie de marché est devenue plus développée et les marchés des centres urbains plus proches comme Giao Lac (voir Sikor 2001).

Les réponses des villageois de Giao Lac au *doi moi* reproduisaient les pratiques connues à l'époque du collectivisme. Le surplus devait être investi dans la production ou à des fins « non productives » comme les ROSCAs. Une part significative du surplus était réservée aux rituels, dont beaucoup avaient été créés ou restaurés. De nombreux ménages appréciaient de participer aux rituels. Dans le même temps, ces rituels étaient un fardeau pour beaucoup d'autres, particulièrement les ménages dirigés par des femmes, car ils absorbaient une large proportion de leurs revenus disponibles.

Une manière d'expliquer pourquoi les changements dans les macrostructures avaient engendré des mécanismes et processus de différenciation agraire entre les régions est que ces mécanismes et processus si différents dépendent du contexte et de l'histoire de chaque région. Dans le nord-ouest du Vietnam, par exemple, les ressources productives et la main-d'œuvre n'étaient pas encore en vente sur les marchés. Cela était dû au fait que les marchés étaient encore restés aux premières étapes de transition (voir Nee 1991). Dans de telles régions où le marché était peu développé, les changements dans les macrostructures de l'État et de l'économie avaient altéré les modèles de différenciation pendant que les processus de différenciation étaient restés inchangés. Dans le cas de Giao Lac, les ressources productives et la main-d'œuvre étaient échangées sur les marchés, parce que le village est proche des centres urbains où les marchés étaient plus développés. Contrairement au nord-ouest du Vietnam, Giao Lac a connu un rapide passage à l'économie de marché. En conclusion, dans les régions avec des marchés plus développés, les changements dans les macrostructures ont altéré les bases et les mécanismes de différenciation, autant que les modèles de différenciation. L'analyse présentée dans cet article démontre que les études au niveau local ne peuvent pas contribuer à une meilleure compréhension conceptuelle des causes et des conséquences des changements agraires sans la prise en compte des contextes historique, politique et institutionnel.

Article inédit en anglais, traduit par Yannick Lamezec.

Références

ADB (dir.) 2003, *Vietnam Development report 2004 : Poverty. Joint Donor report to the Vietnam consultative group meeting*. December 2-3. ADB, AusAID, DFID, GTZ, JICA, Save the Children UK, UNDP, et the World Bank. Hanoi, Vietnam.

Adger W. N., 1999, « Exploring Income Inequality in Rural, Coastal Vietnam », *Journal of Development Studies*, 35, 5 : 96-119.

Banaji J., 1990, « Illusion about the Peasantry : Karl Kautsky et the Agrarian Question », *Journal of Peasant Studies*, 17, 2 : 288-306.

Berry S., 1989, « Social Institutions et Access to Resources », *Africa* 59, 1 : 42-55.

Thorner D, B. Kerblay et R. E. F. Smith, 1966, *A.V. Chayanov on The Theory of Peasant Economy.* Manchester et Madison, Manchester University Press et University of Wisconsin Press.

DEERE C. et A. de JANVRY, 1979, « A Conceptual Framework for the Empirical Analysis of Peasants », *American Journal of Agricultural Economics*, 61, 4 : 601-611.

GAMMELTOFT T., 1999, *Women's Bodies, Women's Worries : Health and Family Planning in a Vietnamese Rural Community*, Richmond, Curzon.

HART G., 1988, « Agrarian Structure et the State in Java et Bangladesh », *Journal of Asian Studies*, 47, 2 : 249-267.

HART G., A. TURTON et B. WHITE (dir.), 1989, *Agrarian Transformations : Local Processes and the State in Southeast Asia*. Berkeley, University of California Press.

LE T. V. H., 2004, *Coastal Resource Use and Management in a Village of Northern Vietnam.* Thèse de doctorat, Institute of Social Studies, La Haye.

LENIN V. I., 1967, *The Development of Capitalism in Russia***.** Moscou, Progress Publishers.

LUONG H. V. et J. Unger, 1999, « Wealth, Power, and Povery in the Transition to Market Economies : The Process of Socio-economic Differentiation in Rural China and Northern Vietnam »: s.p., *in* A. Chan., B. J. Kerkvliet et J. Unger (dir.), *Transforming Asian Socialism : China and Vietnam Compared.* Landham, Rowman et Littlefield Publisher.

LUTRELL C., 2002, *Embracing et Resisting the Global Shrimp Boom : Shifting Access to Resources in the Vietnamese Renovation*. Papier présenté à la *Ninth Conference of the International Associations for the Study of Common Property* (IASCP), Victoria Falls, Zimbabwe.

NEE V., 1991, « Social Inequality in Reforming State Socialism : Between Redistribution et Markets in China », *American Sociological Review*, 56 : 267-282.

NGO L. V., 1993, « Reform et Rural Development : Impact on Class, Sectoral, and Regional Inequalities » : 165-207, *in* W. S. Turley et M. Selden (dir.), *Reinventing Vietnamese Socialism*. Boulder, Westview Press.

SHANIN T., 1972, *The Awkward Class—Political Sociology of Peasantry in a Developing Society : Russia 1910–1925*. Oxford, Clarendon Press.

SIKOR T., 2001, « Agrarian Differentiation in Post-Socialist Societies : Evidence from Three Uplet Villages in North-Western Vietnam », *Development and Change*, 32, 5 : 923-949.

SCHULMAN D. M., M. P. Garrett et A.B. Newman, 1989 « Differentiation and Survival Among North Carolina Smallholders : An Empirical Perspective on the Lenin-Chayanov Debate », *Journal of Peasant Studies*, 16, 4 : 523-541.

WHITE B., 1989, « Problems in the Empirical Analysis of Agrarian Differentiation » : 15-30, *in* G. Hart, A. Turton et B. White (dir.) *Agrarian Transformations : Local Processes et the State in Southeast Asia.* Berkeley, University of California Press.

RÉSUMÉ – ABSTRACT – RESUMEN

Réformes de l'économie et changements agraires dans le delta du Fleuve Rouge au Vietnam

Cet article explore les théories de la différenciation à travers l'étude des effets des changements au niveau macro sur la différenciation agraire dans un village côtier du delta du

Fleuve Rouge, au nord du Vietnam. Il s'agit d'une contribution au débat sur la différenciation agraire dans les sociétés postsocialistes en argumentant que, dans les endroits où l'économie de marché est devenue plus développée et qui sont proches des marchés des villes, les changements au sein des macrostructures accentuent les différences de revenu, altèrent les bases et les mécanismes de la différenciation, aussi bien que les modèles de différenciation existants. Je démontre que, si l'attention est portée sur les histoires et les contextes locaux, les études au niveau local contribuent à une meilleure compréhension des causes et des conséquences des changements agraires.

Mots clés : Le Thi Van, Vietnam, réformes économiques, changements agraires, différenciation sociale, postsocialisme

Economic Reforms and Agrarian Change in the Red River Delta of Vietnam

This article explores theories of differentiation. It examines the effects of macro changes on agrarian differentiation in a coastal village in the Red River Delta, Northern Vietnam. It contributes to the debates about agrarian differentiation in post-socialist societies by arguing that changes in macro structures, accentuating income differences, alter the bases et mechanisms of differentiation, as well as the patterns of differentiation in places where the market economy has become more developed et are close to market centers. It suggests that only when attention is paid to local contexts et histories can local-level studies contribute to a better understeting of the causes et consequences of agrarian change.

Key words : Le Thi Van, Vietnam, economic reforms, agrarian change, social differentiation, post-socialism

Reformas de la economía y cambios agrarios en el delta del río Rojo en Vietnam

Este artículo explora las teorías de la diferenciación a través del estudio de los efectos de los cambios a nivel macro sobre la diferenciación agraria en un pueblo costero del delta del río Rojo, en el norte de Vietnam. Se trata de una contribución al debate sobre la diferenciación agraria en las sociedades post-socialistas argumentando que, en los lugares en donde la economía de mercado se ha desarrollado y que están cerca de los mercados urbanos, los cambios en las macro-estructuras acentúan las diferencias de ingreso, alteran las bases y los mecanismos de la diferenciación, al igual que los modelos de diferenciación existentes. Se demuestra que, solamente cuando se concentra la atención en la historia y en los contextos locales, el estudio a nivel local contribuye a comprender más cabalmente las causas y las consecuencias de los cambios agrarios.

Palabras clave : Le Thi Van, Vietnam, reformas económicas, cambios agrarios, diferenciación social, post-socialismo

Le Thi Van Hue
Center for Natural Resources and Environmental Studies Vietnam National University, Hanoi
19 Le Thanh Tong Street
Hanoi
Vietnam
huetle2002@yahoo.com